



Délibérations du Conseil Communautaire du 13 février 2025

L'an deux mille vingt-cinq le treize février à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Castaignos - Souslens Salle Polyvalente, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

Date de la convocation : jeudi 06 février 2025

Présents : Delphine DUBERNET (BONNEGARDE), Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Roland GODDE (NASSIET), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Karine LAPOS (NASSIET), Alain LUBET (AMOU), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Jean ROHFRIETSCH (GAUJACQ), Dominique TOULOUSE (BRASSEMPOUY)

Absents : Karen RICARRERE (AMOU)

Procurations : Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU) a donné pouvoir à Alain LUBET, Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU) a donné pouvoir à Florence BERGEZ, Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ) a donné pouvoir à Jean ROHFRIETSCH, Gérard GRAZIANI (DONZACQ) a donné pouvoir à Thierry LABORDE, Ludovic NOUGARO (POMAREZ) a donné pouvoir à Pascal CASSIAU

Représentés : Didier LARROUTURE représenté par Delphine DUBERNET (BONNEGARDE)

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	25
Pouvoirs	5
Votants	29

N° DEL20250213-007 Vote du compte financier unique Communauté de Communes

Le Compte Financier Unique (C.F.U.) est un document budgétaire et comptable commun à l'ordonnateur et au comptable public, qui vient se substituer au compte administratif anciennement produit par l'ordonnateur et au compte de gestion jusqu'ici établi par le comptable public. Le C.F.U. vise à fournir une information plus simple et plus lisible que les comptes administratifs et comptes de gestion. Les informations budgétaires et comptables soumises au vote sont ainsi rationalisées, modernisées et enrichies grâce au rapprochement au sein d'un unique document de données budgétaires et patrimoniales.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.1612-12 et L.1612-13, relatifs au vote du compte administratif,

Vu l'article 242 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable à la Communauté de Communes,

Après s'être fait présenter le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2024,

Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,

Article 1^{er} : d'adopter le compte financier unique 2024 de la Communauté de Communes, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,

Article 2 : de constater les identités de valeurs avec les indications du Comptable public assignataire de la Communauté de Communes, relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,

Article 3 – d'arrêter les résultats de la Communauté de Communes définitifs tels que résumés ci-après :

**Investissement**

Dépenses :	Prévu :	1 716 015,00	1 716 015,00
	Réalisé :		576 991,13
	Reste à réaliser :		189 000,00
Recettes :	Prévu :	576 991,13	1 716 015,00
	Réalisé :		437 817,50
	Reste à réaliser :		27 000,00

Fonctionnement

Dépenses :	Prévu :	4 516 677,00	4 516 677,00
	Réalisé :		4 021 108,60
	Reste à réaliser :		0,00
Recettes :	Prévu :	4 021 108,60	4 516 677,00
	Réalisé :		4 558 632,04
	Reste à réaliser :		0,00

Résultat de clôture de l'exercice

Investissement :	-139 173,63
Fonctionnement :	537 523,44
Résultat global :	398 349,81

Vote : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés (Christine FOURNADET n'a pas pris part au vote)

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.